

Ajouter les droits humains aux OMD

Partage international n° 265 - Septembre 2010

par Rowena McNaughton

Londres

Dix ans après l'adoption des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), on constate un certain essoufflement, mais également un appel à hausser la barre.

Afrique du Sud

En Afrique du Sud, les médias montrent un pays perpétuellement envahi par le désespoir et la mort. Cela n'a rien de nouveau, mais la disparité de revenus entre riches et pauvres suscite de plus en plus de violences et de troubles. En juin 2010, lors de la Coupe du monde de football, ce pays avait dépassé le favori, le Brésil, dans l'ampleur des disparités de revenus, avec plus de 63 % des enfants noirs africains vivant dans des ménages ayant un revenu mensuel de moins de 110 dollars contre 825 dollars pour 64 % des enfants blancs. Depuis l'accord sur les OMD il y a dix ans - dont un des objectifs était la réduction de moitié de la pauvreté - le nombre d'enfants vulnérables en Afrique du Sud a en fait été multiplié par vingt, selon l'Onu, avec quelques 7,1 millions d'enfants de moins de 14 ans vivant aujourd'hui dans la pauvreté.

Le contexte de cette évolution est le suivant : bien que l'effrayante inégalité des revenus continue à s'aggraver, comme c'est également le cas pour de nombreux autres pays en développement, le principe de l'égalité est absent des OMD, en dépit du fait qu'il s'agisse d'un impératif des droits humains et d'un fondement de la Déclaration universelle des droits de l'homme. En fait, la plupart des observateurs s'accordent à dire que si nous sommes en bonne voie de réduire de moitié la faim dans le monde, c'est grâce à l'Inde et la Chine, où les inégalités sont pourtant en hausse.

Cohérents et méthodiques dans leurs déclarations, les porte-parole des OMD continuent d'affirmer que ces objectifs sont les mieux en mesure d'amener les changements. Après la publication du dernier rapport de l'Onu sur les progrès des OMD, en

juillet 2010, qui révèle que la moitié des pays africains sont en bonne voie pour réduire de moitié la pauvreté, j'ai déclaré, en tant que directrice de la Campagne du millénaire des Nations unies, qu'« *au lieu de déplorer que l'Afrique pourrait manquer ses objectifs, nous devrions nous réjouir des changements réels qui se sont produits dans la vie de millions de personnes pauvres, notamment grâce aux efforts conjugués des gouvernements et des citoyens, appuyés par l'aide extérieure* ».

Sierra Leone

Dans le même ordre d'idées, l'ancienne haute commissaire pour les Droits de l'homme, Mary Robinson, a salué le fait que là où existe un engagement mutuel des gouvernements et des organisations non gouvernementales visant à atteindre les OMD, de réels progrès sont possibles. Elle note que les progrès « étonnants » de la Sierra Leone en matière de santé maternelle en sont un bon exemple.

Selon M. Robinson : « *A l'approche de l'examen décennal de l'avancée vers les OMD que doit mener l'Onu en septembre, la Sierra Leone nous offre un modèle extraordinaire de la façon dont ces approches peuvent être mises en pratique.* » Davantage de pays devraient en prendre exemple.

Les droits humains absents des OMD

Bien que ces témoignages soient encourageants, ils ne doivent pas masquer une autre question : si certains progrès sont réalisés, pourquoi pas davantage ?

Les OMD ne visent pas le respect des normes universelles des droits de l'homme. Pourtant, l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, formulée il n'y a pas moins de soixante deux ans, déclare : « *Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour lui assurer santé et bien-être, ainsi qu'à sa famille.* » Et un milliard de personnes subissent quotidiennement les affres de la faim, et il meurt annuellement 8,8 millions d'enfants de moins de cinq ans.

Nombreux sont ceux, au sein de la société civile, à utiliser maintenant cet argument pour faire avancer les choses. Lorsque les dirigeants discuteront de l'accélération des progrès dans la réalisation des OMD lors du prochain Sommet des Nations unies à

New York, des organisations de la société civile telles qu'Amnesty international et Civicus, soutenues par des programmes tels qu'Every Human Has Rights (Tous les hommes ont des droits égaux), vont mettre beaucoup de pression pour que les droits de l'homme figurent au programme des cinq années restantes des OMD, et que cette approche holistique puisse continuer à alimenter le discours après l'échéance de 2015.

Ouvrir le débat sur les mérites des OMD pourrait ne pas être constructif à l'heure actuelle, mais cette année, tandis que nous parlons d'en accélérer la réalisation, nous pouvons nous demander comment les droits de l'homme peuvent jouer un rôle. La pauvreté doit être reconnue comme l'une des plus grandes violations de nos droits universels, et une approche de la pauvreté comme celle de la Sierra Leone, décrite par Mary Robinson, doit être considérée comme un exemple de la façon de parvenir à de réels changements.

Il est plus facile d'être radical dans la fixation des objectifs, que là où le vrai jeu se joue. Ce n'est pas un secret que même les militants endurcis sont las des nobles objectifs et que les spécialistes du développement grognent lorsqu'on leur demande un nouveau rapport d'avancement vers les OMD. Même le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a émis des réserves quant à la réalisation des objectifs d'ici 2015. A Jakarta, le 3 août dernier, il a signalé l'insuffisance des progrès en matière d'égalité des sexes et de renforcement de l'autonomie des femmes. Mais, fait notable, ces dirigeants parlent maintenant nettement d'objectifs, et non plus uniquement d'idéaux généralisés. L'humanité s'aligne fermement sur un ordre du jour mondial.

Auteur : Rowena McNaughton,

Sources : IPS

Thématiques : [Société](#), [politique](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()